



Grève féministe du 8 mars 2021 : poursuivons la lutte !

Le 8 mars, nous serons en grève avec les femmes du monde entier pour refuser tou.te.s ensemble de payer le prix de la crise pandémique avec notre travail, notre salaire, notre corps. En France, comme en Pologne, au Chili comme en Italie et en Espagne, en Argentine comme au Nigeria, nous serons toutes et tous dans la rue pour dénoncer et arrêter une société patriarcale et raciste qui nous exploite, nous soumet et nous tue.

Les confinements ont mis en lumière que les femmes sont indispensables au fonctionnement de la société et invisibilisées en permanence : les femmes, et toujours plus les femmes migrantes, sont majoritaires dans les emplois du soin, de la santé, de l'éducation, du nettoyage, du commerce, elles sont sous-payées, peu ou pas reconnues...malgré les belles promesses, aucune négociation de fond n'a été initiée en ce sens !

Nous serons dans la rue pour réclamer la revalorisation des métiers à prédominance féminine et de réelles hausses de salaires !

Les femmes subissent particulièrement la précarité, les temps partiels, les petits boulots précaires, l'écart de rémunération persiste à 25 % entre les femmes et les hommes... C'est comme si chaque jour à

partir de 15h40, les femmes travaillaient gratuitement.

Nous ne voulons pas payer les conséquences de cette crise ! L'appauvrissement touche en premier les femmes, les jeunes...

Nous serons dans la rue pour nous élever contre notre exploitation, pour l'égalité salariale femmes hommes et revendiquer un réel partage des tâches domestiques !

Nous serons dans la rue pour réclamer des logements décents et accessibles à toutes et tous, des services publics accessibles à toutes sur l'ensemble du territoire.

De par le monde, nous nous sommes affranchies du silence pesant sur les violences sexistes et sexuelles. Aujourd'hui, des milliers de femmes et d'hommes dénoncent les violences sexuelles incestueuses !

Parce que dans notre vie, nous sommes une sur trois à subir du harcèlement sexuel au travail, 100 % à subir du harcèlement de rue, des milliers à subir des viols ou des agressions sexuelles, à risquer la mort par violences conjugales.

Nous serons dans la rue pour réclamer un milliard pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles, pour obtenir une ratification ambitieuse

de la convention de l'Organisation Internationale du Travail contre les violences et le harcèlement dans le monde du travail.

Les inégalités sociales et les violences font partie d'un même système que nous dénonçons.

Nous serons dans la rue pour dénoncer les discriminations, de genre, de classe, de race, et lesbo,-bi-transphobes cumulées par certaines.

Nous serons dans la rue pour lutter contre la violence sexuelle, raciste et institutionnelle faite aux femmes mi-

grantes, contre leur exploitation, pour réclamer la liberté de mouvement à travers les frontières et un permis de séjour illimité et sans conditions!

Nous serons dans la rue pour que l'accès à l'avortement soit possible partout et même pendant le confinement, pour que le délai légal soit étendu au-delà de 12 semaines.

Nous serons en grève ce 8 mars, comme les femmes de par le monde, nous serons dans la rue à manifester et revendiquer, car sans les femmes, le monde s'arrête !

DANS L'ÉDUCATION NATIONALE

73% des personnels de l'éducation nationale sont des femmes :

- sur 1 174 072, 853 821 sont des femmes et 320 251 des hommes
- sur les 92 051 AESH, 85 484 sont des femmes (93%) et 6 567 des hommes
- sur les 62 812 AED, 37 852 sont des femmes (60%) et 24 960 des hommes
- sur 14 856 Secrétaires administratifs-ves (SAENES) 12 515 sont des femmes (84%) et 2 341 sont des hommes
- sur 22 652 Adjoint-e-s administratifs-ves 20 478 sont des femmes (90%) et 2 174 sont des hommes
- sur 37 417 personnes en situation de handicap, 29 299 sont des femmes (78%) et 8 118 sont des hommes
- le salaire net moyen des femmes demeure inférieur à celui des hommes en 2018
- les femmes partent en retraite légèrement plus tôt que les hommes, mais perçoivent des pensions moindres.
- Les femmes sont très majoritaires dans les métiers les plus précaires et les moins bien rémunérés : AESH, Adjaenes par exemple.

Bien que 80% des professeur-e-s des écoles soient des femmes, un homme sur 5 est directeur d'école, contre une femme sur 8. De la même manière, les femmes sont majoritaires chez les agent-e-s techniques salarié-e-s par les collectivités territoriales, mais ce sont souvent des hommes qui sont nommés agent-chef par la direction.

Les travailleuses de l'Éducation nationale subissent le sexisme de l'institution dans l'évolution de leur carrière.

Le salaire net des enseignantes est inférieur de 13,9% à celui de leurs collègues masculins. Il existe plusieurs raisons à cela. Les HSA profitent essentiellement aux hommes, qui perçoivent 51% de rémunération liée aux HSA de plus que les femmes. De plus, les femmes sont plus souvent contraintes de prendre en charge la garde des enfants et sont bien plus souvent à temps partiel.

ALORS RETROUVONS-NOUS

LUNDI 8 MARS À 12H – PLACE BOUCHARD À CAEN

SAMEDI 13 MARS À 14H – PLACE DU THÉÂTRE À CAEN

